



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL  
**au 30 juin 2017**



## Sommaire

	<b>Le message du Président</b>	<b>1</b>
<b>1</b>	<b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2017</b>	<b>15</b>
<b>3</b>	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2017</b>	<b>41</b>
<b>4</b>	<b>ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT</b>	<b>43</b>



# Le message du Président

Arthur Sadoun

Lancé il y a 18 mois, *The Power of One* est l'une des initiatives les plus audacieuses prises par le Groupe. Maurice Lévy en est l'architecte et a élaboré ce projet. Nous passons à présent à l'étape suivante. Les six premiers mois de 2017 ont été particulièrement intenses, car nous avons modifié la Gouvernance du Groupe, nous avons défini nos plans d'action et constitué les équipes qui porteront *The Power of One* vers de nouveaux sommets. Grâce à ses compétences dans le consulting, la technologie et la créativité, Publicis est dans une position unique pour aider ses clients à se transformer et à progresser dans leur activité grâce à ses idées.

Nous avons un objectif : devenir le leader du marché du marketing et de la transformation des entreprises. Cela signifiera que nous avons été reconnus comme le partenaire indispensable de nos clients dans leur transformation. Pour réaliser cette ambition, nous devons accélérer l'exécution de notre transformation et aller plus loin dans l'intégration. Nous avons défini 4 priorités pour les prochains mois : faire de notre modèle une réalité pour l'ensemble de nos clients, bénéficier de notre avantage concurrentiel dans la technologie et le consulting, simplifier notre structure organisationnelle pour une plus grande efficacité, mettre en place une culture d'entreprise pour retenir et attirer les meilleurs talents.

L'amélioration de la croissance organique est notre premier impératif. Parce que c'est l'indicateur clé de l'industrie, parce que c'est la preuve de notre attractivité sur le marché, parce que c'est la preuve que nous sommes compétitifs et que notre modèle répond pleinement aux besoins de nos clients de façon pérenne. Elle est nécessaire pour attirer et retenir les meilleurs talents. Et, bien entendu, cela doit s'accompagner d'une plus grande efficacité. C'est vital car nous devons demeurer compétitifs pour nos clients et investir dans nos talents.

Nous avons la bonne stratégie. Les résultats du premier semestre sont encourageants. Portée par les gains de budgets des 12 derniers mois, la croissance organique a dépassé nos attentes au deuxième trimestre à + 0,8 % avec le retour à la croissance de l'Amérique du Nord, et une amélioration de la marge de 20 points de base dans un contexte de faible croissance.

Concernant les perspectives de l'année, nous anticipons que l'amélioration séquentielle de la croissance organique continue au 3<sup>e</sup> trimestre. Et nous devrions retrouver une croissance comparable à celle de nos pairs au 2<sup>nd</sup> semestre. À plus long terme, nos objectifs sont clairs : accélérer la croissance et améliorer l'efficacité. Nous sommes au début de la mise en œuvre d'un plan d'actions par de nouvelles équipes de management. Dans les prochains mois, nous ferons un point précis et concret des différentes avancées.

Arthur Sadoun  
Président du Directoire



# 1

---



## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

<b>Principaux chiffres clés</b>	<b>4</b>	<b>Examen de la situation financière et du résultat</b>	<b>9</b>
<b>Gouvernance et nominations</b>	<b>6</b>	Compte de résultat consolidé simplifié	9
<b>Politique RSE du Groupe</b>	<b>7</b>	Bilan et tableau de financement	12
<b>Croissance externe</b>	<b>8</b>	Endettement financier net	12
<b>Finance</b>	<b>8</b>	Flux de trésorerie	13
		<i>Free cash flow</i>	13
		Publicis Groupe (société mère du Groupe)	14
		<b>Perspectives</b>	<b>14</b>



Le Conseil de surveillance de Publicis Groupe, réuni le 19 juillet 2017 sous la présidence de M. Maurice Lévy, a examiné les comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2017, présentés par M. Arthur Sadoun, Président du Directoire.

## Principaux chiffres clés

(en millions d'euros, à l'exception des données par actions et des %)	S1 2017	S1 2016	2017 vs. 2016
Revenu	4 843	4 753	+ 1,9 %
Marge opérationnelle avant amortissements	719	704	
En % du revenu	14,8 %	14,8 %	
Marge opérationnelle	638	619	+ 3,1 %
En % du revenu	13,2 %	13,0 %	
Résultat opérationnel	604	595	+ 1,5 %
Bénéfice net (perte), part du Groupe	387	381	+ 1,6 %
Bénéfice net par action dilué	1,69	1,70	
Bénéfice net courant par action, dilué <sup>(1)</sup>	1,89	1,81	+ 4,4 %
Free cash flow avant variation du BFR	594	564	+ 5,3 %
	30 juin 2017	31 décembre 2016	
Total de l'actif	22 234	24 896	
Capitaux propres, part du Groupe	5 618	6 055	
Endettement financier net (trésorerie nette)	2 092	1 244	

(1) Résultat net part du Groupe après élimination des pertes de valeur, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus ou (moins)-values de cession et de la réévaluation des earn-out, divisé par le nombre moyen d'actions sur une base diluée.

L'amélioration de la conjoncture économique est confirmée au niveau global au second trimestre 2017. Le monde est en croissance de 3,5 % selon l'OCDE. La croissance est de plus en plus synchrone, même si les écarts restent importants entre les pays émergents et les pays développés. Le risque déflationniste semble s'éloigner, et les taux d'intérêt demeurent particulièrement bas, témoins d'une politique monétaire toujours favorable à la croissance en Europe et au Japon.

Aux États-Unis, la croissance du premier trimestre a été limitée à 1,4 % en rythme annualisé, et devrait fortement remonter au deuxième trimestre pour atteindre les 3 % selon les prévisions des économistes. Certaines statistiques mettent en évidence un risque de ralentissement - ventes au détail, commandes à l'industrie, productivité des entreprises en baisse - d'autant que les promesses électorales de Donald Trump (baisse de la fiscalité des entreprises, plan de relance des investissements publics) n'ont pas été mises en œuvre à ce jour, et ne devraient pas l'être avant l'année prochaine.

La croissance de la zone euro confirme son accélération. Les dernières enquêtes menées par Markit confirment une croissance de 1,5 à 2 %. Au deuxième trimestre 2017, les deux grands indicateurs avancés compilés par la Commission Européenne - confiance du consommateur et sentiment économique des entreprises - confirment leur hausse ; ils sont au plus haut depuis 10 ans. Le risque déflationniste a fortement diminué : le Président de la BCE considère qu'il a disparu, ce qui devrait amener l'institut d'émission à prolonger la réduction de sa politique monétaire d'achat d'obligations sur le marché.

Au Royaume-Uni, un ralentissement significatif de la croissance est amorcé. La hausse du PIB a été limitée à 0,2 % au premier trimestre. La forte baisse du cours de la livre sterling a entraîné une hausse des prix de 2,9 %, une progression bien supérieure à celle des salaires. Le pouvoir d'achat des ménages baisse et leur consommation est affectée. Les incertitudes associées aux négociations et à la mise en œuvre du Brexit affectent les investissements des entreprises et la consommation des ménages. La croissance anticipée pour l'ensemble de l'année est de 1,6 %, en légère baisse par rapport à 2016 (1,8 %).

L'économie japonaise est en croissance (+1 % au premier trimestre). L'indice de prix s'éloigne de la zone négative : il est positif depuis plusieurs mois. La dernière enquête trimestrielle Tankan auprès des entreprises confirme le retour d'une croissance significative : la politique des « trois flèches » de Shinzo Abe semble enfin atteindre ses objectifs.

En Chine, les indicateurs de croissance montrent une stabilisation de la conjoncture avec une croissance de l'ordre de 6,5 %. La politique monétaire très pro-active s'efforce de limiter le gonflement d'une bulle du crédit qui est considérable.



Lors de la publication de ses dernières estimations en juin 2017, Zenith a très légèrement abaissé sa prévision de croissance des investissements publicitaires média à 4,2 % en 2017 à comparer à 4,4 % en décembre 2016. Par zone géographique, l'Amérique du Nord afficherait une progression de 3,4 % tirée par la publicité sur Internet (+ 14,2 %) qui représenterait plus du tiers des dépenses média en 2017. La télévision serait stable. L'Europe de l'Ouest serait en croissance de 2,0 % avec une hausse de 8,3 % sur Internet, dont la progression représente plus de 150 % de celle du marché. Par pays, la France ne progresserait que de 1,1 %, à comparer à + 2,5 % pour l'Allemagne, + 1,4 % pour l'Italie et + 0,9 % pour le Royaume-Uni. La zone Asie Pacifique progresserait de 5,8 %, notamment avec des croissances de 6,6 % en Chine et de 10,2 % en Inde. L'Amérique latine afficherait une croissance de 4,1 % grâce aux effets de l'inflation. Le Brésil serait en hausse de 1,1 % avec les Jeux Olympiques de Rio en 2016 comme élément de base de comparaison défavorable.

Le revenu consolidé de Publicis Groupe pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2017 est de 2 515 millions d'euros comparé à 2 462 millions d'euros en 2016, en hausse de 2,2 %. Les variations des taux de change ont un impact positif de 26 millions d'euros, soit 1,1 % du revenu du 2<sup>e</sup> trimestre 2016. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué à hauteur de 8 millions d'euros en revenu au 2<sup>e</sup> trimestre 2017 soit 0,3 % du revenu du 2<sup>e</sup> trimestre 2016. La croissance à taux de change constant est de + 1,1 %. La croissance organique est de + 0,8 % au 2<sup>e</sup> trimestre. Elle est en légère accélération par rapport à la croissance organique de - 1,2 % enregistrée au 1<sup>er</sup> trimestre en raison de l'impact plus limité des difficultés passées et d'une bonne tenue des activités en Amérique du Nord. La croissance organique du 2<sup>e</sup> trimestre 2017 reste pénalisée par la faiblesse du secteur FMCG (*Fast moving consumer goods*). En revanche elle bénéficie de la contribution croissante des budgets gagnés depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2016, notamment Walmart, HPE, USAA, Asda, Motorola et Lowe's.

Au premier semestre, le revenu consolidé de Publicis Groupe est de 4 843 millions d'euros comparé à 4 753 millions d'euros en 2016, en hausse de 1,9 %. Les variations des taux de change ont un impact positif de 76 millions d'euros, soit 1,6 % du revenu du 1<sup>er</sup> semestre 2016. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué à hauteur de 22 millions d'euros en revenu au 1<sup>er</sup> semestre 2017 soit 0,5 % du revenu du 1<sup>er</sup> semestre 2016. La croissance à taux de change constant est de + 0,3 %. La croissance organique est de - 0,2 % au 1<sup>er</sup> semestre 2017.

Dans un contexte de croissance modeste, Publicis Groupe porte une attention plus marquée à la solidité de sa marge opérationnelle et à sa capacité de génération de cash-flows. La réorganisation annoncée en décembre 2015 vise à mettre en œuvre une structure de coûts plus efficace en éliminant les redondances. Divers programmes d'optimisation des coûts sont prévus ou déjà lancés. Parmi ces programmes d'optimisation de coûts, on citera la simplification des structures dans le cadre de la réorganisation du Groupe, les efforts de productivité, l'amélioration de la marge des entités en situation de sous-performance, les actions menées sur les achats, la poursuite de la régionalisation des Centres de Services Partagés et de l'amélioration continue des processus.

La marge opérationnelle ressort à 638 millions d'euros, en croissance de 3,1 %. Le taux de marge opérationnelle est de 13,2 %, en amélioration de 20 points de base par rapport à 2016.

Le bénéfice net part du Groupe s'élève à 387 millions d'euros à comparer à 381 millions d'euros en 2016, soit une croissance de 1,6 %.

Le bénéfice net courant dilué par action (tel que défini dans la note 8 des comptes consolidés semestriels condensés) s'élève à 1,89 euro faisant ressortir une hausse de 4,4 %.

Au 30 juin 2017, le bilan fait ressortir un endettement financier net de 2 092 millions d'euros comparé à un endettement financier net de 1 244 millions d'euros au 31 décembre 2016. L'endettement financier net moyen s'établit à 1 993 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2017, à comparer à un endettement financier net moyen de 2 380 millions d'euros sur la même période de 2016.



## Gouvernance et nominations

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2017, Arthur Sadoun préside un Directoire enrichi par l'arrivée de Steve King, actuellement CEO de Publicis Media, et qui a rejoint à cette date Jean-Michel Etienne, Directeur général adjoint en charge des finances, et Anne-Gabrielle Heilbronner, Secrétaire général.

Véronique Weill rejoint Publicis Groupe en tant que General Manager. Elle prendra ses fonctions à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017 et aura la responsabilité de Re:Sources, de l'informatique, de l'immobilier, des assurances et des fusions et acquisitions. Véronique a passé 21 ans chez JPMorgan, principalement aux États-Unis, où elle était en charge des opérations et de l'informatique au niveau mondial, avant de rejoindre Axa en 2006. Elle s'y est notamment occupée au sein du Comité de Direction, des opérations, de la technologie, du digital, du marketing et de l'innovation. En tant que Chief Operating Officer puis Chief Customer Officer d'Axa, elle a contribué à en faire une des premières marques d'assurance mondiale.

Carla Serrano, CEO de Publicis New-York et Chief Strategy Officer de Publicis Communications est promue Chief Strategy Officer de Publicis Groupe. Tout au long de sa carrière, Carla a occupé des postes de direction stratégique et de management au sein de grands réseaux et d'agences créatives. Avant de rejoindre Publicis, Carla était CEO de Naked NA, CSO de TBWA Chiat/DAY NY et Présidente de Berlin Cameron and Partners.

Publicis Groupe se dote de deux nouveaux Comités de Direction en plus du Directoire.

Le premier, l'*Executive Committee*, aura la responsabilité de conduire la transformation du Groupe et se réunira tous les mois. Il est composé des membres du Directoire ainsi que de :

- Chip Register, Co-CEO, Publicis.Sapient ;
- Carla Serrano, Chief Strategy Officer, Publicis Groupe ;
- Nigel Vaz, President, DigitasLBi ;
- Véronique Weill, General Manager, Publicis Groupe ;
- Alan Wexler, Co-CEO, Publicis.Sapient.

Le second comité, le *Management Committee*, se réunira chaque trimestre et aura la responsabilité des opérations du Groupe et de l'exécution de sa stratégie. Il est formé des membres de l'*Executive Committee* et de :

- Valérie Beauchamp, EVP Business Development, Publicis Groupe ;
- Justin Billingsley, COO Publicis Communications ;
- Agathe Bousquet, Présidente France, Publicis Groupe (prise de fonction le 1<sup>er</sup> septembre) ;
- Gerry Boyle, CEO APAC, Publicis Media ;
- Andrew Bruce, CEO North America, Publicis Communications ;
- Nick Colucci, CEO, Publicis Health ;
- Lisa Donohue, Global Brand President, Starcom ;
- Tim Jones, CEO North America, Publicis Media ;
- Loris Nold, COO Publicis Communications ;
- Rishad Tobaccowala, Chief Growth Officer, Publicis Groupe ;
- Alexandra Von Plato, Group President, Publicis Health ;
- Jarek Ziebinski, CEO, Publicis One.

Sur proposition du Conseil de surveillance, Maurice Lévy a rejoint le Conseil de surveillance et en assure la Présidence. Cette proposition a été approuvée par les actionnaires lors de l'Assemblée générale du 31 mai 2017.





# Politique RSE du Groupe

# 1

Au cours de cette année 2017, le Groupe poursuit son chantier autour du futur reporting intégré avec un groupe de travail interne dédié, et l'appui de SalterBaxter, sa filiale spécialisée.

Le reporting RSE 2016 (avec 62 entités auditées sur site dans 6 pays, soit plus de 40 % des effectifs) montre des progrès sur différents indicateurs. D'un point de vue plus opérationnel, les grands axes de travail se poursuivent.

- Vis-à-vis des talents et des salariés, la diversité et l'inclusion restent une priorité et les chiffres témoignent d'évolution positive notamment en termes de mixité ; le rôle des réseaux affinitaires se renforce pour mieux répondre aux attentes des salariés. Le Groupe est signataire du *CEO Pledge for Diversity and Inclusion Initiative*.

La formation reste centrale compte tenu des bouleversements en cours dans les différents métiers et de la période de transformation de l'entreprise et des agences. Au niveau du Groupe, Publicis Academy a ainsi démarré plusieurs programmes.

- Vis-à-vis des clients, accompagner leur transformation est notre mission centrale, pour laquelle l'innovation, créative et technologique, est au cœur des préoccupations. Le marketing responsable est un levier dans notre capacité à les aider à se développer, et à mieux appréhender les défis actuels. En participant à *Unstereotype Alliance* (avec UN Women), le Groupe s'engage aussi pour faire évoluer les représentations et les stéréotypes dans la communication.

Le Groupe poursuit ses engagements en matière d'achats responsables avec une approche plus qualitative pour engager les fournisseurs à rejoindre ce programme.

- Vis-à-vis de la Société et des citoyens-consommateurs, sous l'égide du *Chief Data Privacy Officer* et du *Chief Security Officer*, l'information régulière de tous les collaborateurs s'est intensifiée autour des différents thèmes liés à la protection des données et de sécurité des systèmes.

Enfin, *Create & Impact* qui rassemble toutes les initiatives en matière de campagnes *pro bono*, de volontariat et de mécénat a été évalué à 66,6 millions d'euros en 2016, témoignant d'un effort qui reste très important. Toutes ces initiatives sont désormais rattachées aux ODD (objectifs de développement durable des Nations Unies) afin de mieux mesurer leur impact.

En matière d'éthique, le Groupe poursuit son implication dans différents groupes de travail interprofessionnels destinés à faire évoluer les standards des métiers.

En matière d'environnement, la politique « Consommer moins et mieux » devient plus ambitieuse en étant désormais alignée sur les objectifs à 2030 fixés par la stratégie Européenne Énergie-Climat.

Dans le cadre de sa participation à la première initiative sectorielle en faveur des ODD intitulée *Common Ground*, Publicis Groupe a débuté son programme spécifique en faveur de l'ODD 2 : la lutte contre la faim. C'est un engagement du Groupe dans la durée afin d'aider à faire évoluer positivement les choses et les comportements. Ce projet s'inscrit dans une volonté plus large du Groupe de déterminer le type d'impact positif qu'il entend avoir par rapport à la conduite de ses activités.



## Croissance externe

En janvier 2017, Publicis Communications a acquis deux agences dans le numérique, au travers de Leo Burnett : The Abundancy et Ardent. Ces agences compléteront les compétences de Leo Burnett dans les données, la création et la technologie. Ardent fournit une technologie propriétaire qui utilise les données de recherche pour comprendre le comportement des consommateurs et anticiper leurs intentions. The Abundancy applique ces enseignements pour la génération de contenus adaptés. Ensemble, elles comptent 60 employés qui ont rejoint les équipes de Leo Burnett désormais dirigé par Andrew Swinand aux États-Unis.

## Finance

Le 13 mars 2017, Publicis Groupe a mis en place un contrat d'achat d'actions avec un Prestataire de Services d'Investissements dans le cadre de son Programme de Rachat d'Actions tel qu'autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires en date du 25 mai 2016. La période d'achat a couru du 14 mars 2017 au 30 juin 2017.

Ce contrat a porté sur un volume maximal de 5 000 000 d'actions à un cours moyen n'excédant pas les limites imposées par l'Assemblée générale des actionnaires du 25 mai 2016. Les achats effectués les deux derniers jours du mois de juin n'ont toutefois fait l'objet d'un règlement-livraison que tout début juillet, comme le prévoit la réglementation boursière. Au 30 juin 2017, les 4 878 002 actions propres en portefeuille effectivement livrées, rachetées dans le cadre de ce contrat pour un montant total de 316 millions d'euros, font ressortir un prix d'achat moyen de 64,66 euros (64,86 euros en incluant la taxe sur les transactions financières).



# Examen de la situation financière et du résultat

1

## Compte de résultat consolidé simplifié

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016	2017 vs. 2016
<b>Revenu</b>	<b>4 843</b>	<b>4 753</b>	<b>+ 1,9 %</b>
Charges de personnel	(3 095)	(3 071)	
Autres charges opérationnelles	(1 029)	(978)	
<b>Marge opérationnelle avant amortissements</b>	<b>719</b>	<b>704</b>	
Amortissements	(81)	(85)	
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>638</b>	<b>619</b>	<b>+ 3,1 %</b>
Taux de marge opérationnelle (% du revenu)	13,2 %	13,0 %	
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(35)	(40)	
Autres produits et charges non courants	1	16	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>604</b>	<b>595</b>	
Résultat financier	(38)	(40)	
Réévaluation des <i>earn-outs</i>	(22)	(10)	
Impôt sur le résultat	(151)	(162)	
Mises en équivalence	(2)	2	
Intérêts minoritaires	(4)	(4)	
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>387</b>	<b>381</b>	<b>+ 1,6 %</b>

## Revenu

### Répartition du revenu au 2<sup>e</sup> trimestre par zone géographique

(en millions d'euros)	Revenu		Croissance organique	Croissance publiée
	T2 2017	T2 2016		
Europe	722	718	+ 3,2 %	+ 0,6 %
Amérique du Nord	1 353	1 319	+ 0,2 %	+ 2,6 %
Asie Pacifique	268	273	- 3,3 %	- 1,8 %
Amérique latine	97	81	+ 2,8 %	+ 19,8 %
Moyen Orient/Afrique	75	71	+ 0,2 %	+ 5,6 %
<b>TOTAL</b>	<b>2 515</b>	<b>2 462</b>	<b>+ 0,8 %</b>	<b>+ 2,2 %</b>

Le revenu consolidé de Publicis Groupe pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2017 est de 2 515 millions d'euros comparé à 2 462 millions d'euros en 2016, en hausse de 2,2 %. Les variations des taux de change ont un impact positif de 26 millions d'euros, soit 1,1 % du revenu du 2<sup>e</sup> trimestre 2016. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué à hauteur de 8 millions d'euros en revenu au 2<sup>e</sup> trimestre 2017 soit 0,3 % du revenu du 2<sup>e</sup> trimestre 2016. La croissance à taux de change constant est de + 1,1 %. La croissance organique est de + 0,8 % au 2<sup>e</sup> trimestre. Elle est en légère accélération par rapport à la croissance organique de - 1,2 % enregistrée au 1<sup>er</sup> trimestre en raison de l'impact plus limité des difficultés passées et d'une bonne tenue des activités en Amérique du Nord. La croissance organique du 2<sup>e</sup> trimestre 2017 reste pénalisée par la faiblesse du secteur FMCG. En revanche elle bénéficie de la contribution croissante des budgets gagnés depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2016, notamment Walmart, HPE, USAA, Asda, Motorola et Lowe's.

Répartition du revenu du 1<sup>er</sup> semestre par zone géographique

(en millions d'euros)	Revenu		Croissance organique	Croissance publiée
	S1 2017	S1 2016		
Europe	1 377	1 349	+ 4,3 %	+ 2,1 %
Amérique du Nord	2 644	2 620	- 2,4 %	+ 0,9 %
Asie Pacifique	511	503	- 1,4 %	+ 1,6 %
Amérique latine	174	152	+ 3,5 %	+ 14,5 %
Moyen Orient/Afrique	137	129	+ 0,8 %	+ 6,2 %
<b>TOTAL</b>	<b>4 843</b>	<b>4 753</b>	<b>- 0,2 %</b>	<b>+ 1,9 %</b>

Au cours des six premiers mois, le revenu consolidé de Publicis Groupe est de 4 843 millions d'euros comparé à 4 753 millions d'euros en 2016, en hausse de 1,9 %. Les variations des taux de change ont un impact positif de 76 millions d'euros, soit 1,6 % du revenu du 1<sup>er</sup> semestre 2016. Les acquisitions (nettes de cessions) ont contribué à hauteur de 22 millions d'euros en revenu au 1<sup>er</sup> semestre 2017 soit 0,5 % du revenu du 1<sup>er</sup> semestre 2016. La croissance à taux de change constant est de + 0,3 %. La croissance organique est de - 0,2 % au 1<sup>er</sup> semestre 2017. Il est à noter que la croissance organique des six premiers mois de 2017 est affectée par les difficultés passées pour environ 300 points de base.

L'Europe affiche une progression de 2,1 %. Hors impact des acquisitions et des taux de change, la croissance organique est de + 4,3 %. Il faut souligner la bonne tenue de l'activité en France (+ 6,2 %) et le très bon dynamisme du Royaume-Uni et de l'Italie (respectivement + 7,8 % et + 10,5 %). En revanche l'Allemagne est en recul de 2,1 % en raison d'une base de comparaison particulièrement défavorable.

L'Amérique du Nord est en croissance de 0,9 % et la croissance organique est de - 2,4 % du fait de l'impact des difficultés passées, alors que les nouveaux contrats n'ont pas encore atteint leur régime de croissance. La croissance organique a néanmoins retrouvé un niveau positif (+ 0,2 %) au 2<sup>e</sup> trimestre avec la montée en puissance des budgets gagnés depuis l'été 2016.

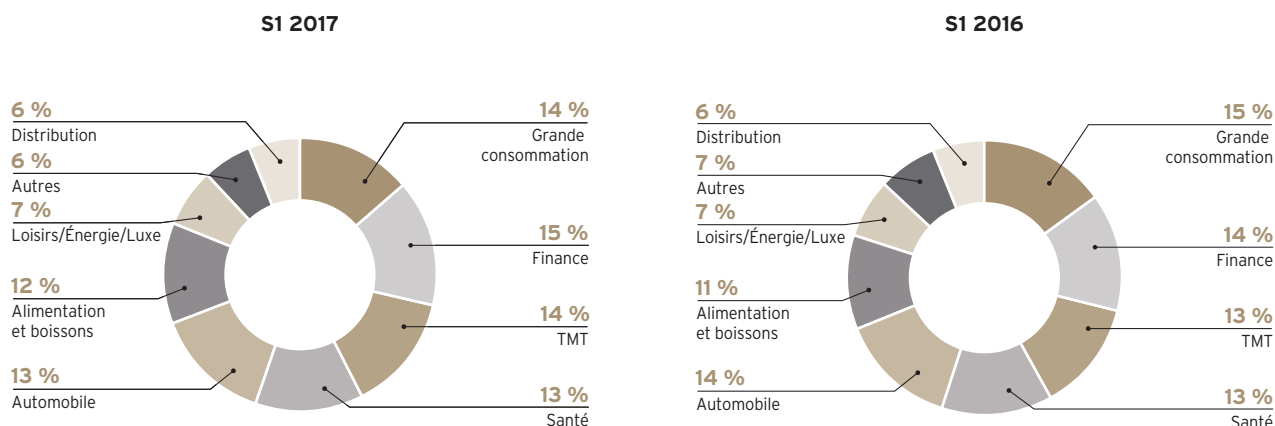
L'Asie Pacifique est en hausse de 1,6 % et en recul de 1,4 % sur une base organique. La Chine est en baisse de 6,9 % en raison des difficultés rencontrées par certaines entités. L'activité à Singapour progresse de 6,2 %. En Inde, notre activité se consolide : après une croissance de 0,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2017, elle progresse de 6,4 % au cours du deuxième trimestre 2017.

L'Amérique latine est en progression de 14,5 % et de + 3,5 % sur une base organique. Les activités au Brésil progressent de 1,0 % et le Mexique maintient un rythme de croissance soutenue (+ 14,7 %).

Le Moyen Orient et l'Afrique progressent de 6,2 % et de 0,8 % sur une base organique.



## Répartition du revenu du 1<sup>er</sup> semestre par secteur client



## Marge opérationnelle & résultat opérationnel

Les charges de personnel atteignent 3 095 millions d'euros au 30 juin 2017, en augmentation de 0,8 % (3 071 millions d'euros en 2016). Les coûts fixes de personnel de 2 740 millions d'euros représentent 56,6 % du revenu contre 56,3 % en 2016. Le coût des *free-lances* est de 199 millions d'euros en 2017, comparé à 219 millions en 2016. Les coûts de restructuration atteignent 52 millions d'euros en 2017 (55 millions d'euros en 2016) et s'inscrivent dans le cadre de la réorganisation du Groupe, « *The Power of One* », et se traduisant par une intégration accrue des structures et des activités. De nombreux investissements (mise en place de l'ERP, développement des plateformes de production, poursuite de la régionalisation des centres de services partagés ou les développements technologiques) permettront d'améliorer l'efficacité opérationnelle.

Les autres charges opérationnelles (hors amortissements) sont de 1 029 millions d'euros et se comparent à 978 millions d'euros au premier semestre 2016. Ces coûts représentent 21,2 % du revenu consolidé (20,6 % l'année précédente).

La **marge opérationnelle avant amortissements** s'établit à 719 millions d'euros au premier semestre 2017 par rapport à 704 millions d'euros en 2016, en augmentation de 2,1 %, faisant ressortir une marge de 14,8 % du revenu, identique à celle du premier semestre 2016.

La dotation aux amortissements est de 81 millions d'euros au 30 juin 2017, en légère diminution par rapport à 2016 (85 millions d'euros).

La **marge opérationnelle** ressort à 638 millions d'euros, en croissance de 3,1 %. Le taux de marge opérationnelle est de 13,2 %, en amélioration de 20 points de base par rapport à 2016. Cette amélioration provient de l'effet positif des mesures d'économie liées à la mise en place du *Power of One*, en partie compensées par des investissements dans les nouveaux contrats clients, dans de nouveaux projets IT et par l'augmentation des autres charges opérationnelles.

Les marges opérationnelles par grandes zones géographiques s'élèvent à 13,7 % pour l'Europe, 14,1 % pour l'Amérique du Nord, 11,9 % pour l'Asie Pacifique, 5,7 % pour l'Amérique latine et 4,4 % pour la région Afrique/Moyen-Orient.

Les amortissements sur immobilisations incorporelles liées aux acquisitions sont de 35 millions d'euros au premier semestre 2017, contre un montant de 40 millions d'euros en 2016. Les autres charges et produits non courants sont un produit net de un million d'euros, contre un produit net de 16 millions d'euros en 2016.

Le **résultat opérationnel** s'est élevé à 604 millions d'euros en 2017 contre 595 millions d'euros en 2016, en augmentation de 1,5 %.

## Autres postes du compte de résultat

Le résultat financier, hors coût de réévaluation des compléments de prix sur acquisitions (*earn-outs*), est une charge de 38 millions d'euros pour le premier semestre 2017 contre une charge de 40 millions d'euros en 2016. La charge sur l'endettement financier net est de 32 millions d'euros en 2017, en légère diminution par rapport aux 39 millions d'euros de charge en 2016. Les autres charges et produits financiers quant à eux représentent une charge de 6 millions d'euros en 2017 contre une charge de 1 million d'euros en 2016.

Le coût de réévaluation des *earn-outs* est une charge de 22 millions d'euros à comparer à un coût de 10 millions en 2016.

La charge d'impôt est de 151 millions d'euros en 2017, faisant ressortir un taux d'impôt effectif de 27,8 %, contre 162 millions d'euros en 2016, correspondant à un taux d'impôt effectif de 29,7 %.

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence est une perte de 2 millions d'euros en 2017 contre un profit de 2 millions d'euros en 2016. Les intérêts minoritaires sont de 4 millions d'euros au premier semestre 2017, stables par rapport à l'année précédente.

Au total, le résultat net part du Groupe s'est élevé à 387 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 381 millions d'euros au 30 juin 2016.



## Bilan et tableau de financement

### Bilan simplifié

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Écarts d'acquisition nets	8 718	9 150
Autres immobilisations incorporelles nettes	1 213	1 345
Autres immobilisations nettes	841	910
Impôts courant et différé	(478)	(494)
Besoin en fonds de roulement	(1 908)	(2 916)
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>8 386</b>	<b>7 995</b>
Capitaux propres	5 618	6 055
Intérêts minoritaires	12	10
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>5 630</b>	<b>6 065</b>
Provision LT/CT	664	686
Endettement financier net	2 092	1 244
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>8 386</b>	<b>7 995</b>

Les capitaux propres consolidés part du Groupe sont passés de 6 055 millions d'euros au 31 décembre 2016 à 5 618 millions d'euros au 30 juin 2017, la baisse provenant principalement des rachats d'actions propres, nets de cessions, effectués au cours du premier semestre 2017 pour un montant de 296 millions d'euros (ce montant inclut à hauteur de 316 millions d'euros les achats d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat portant sur le rachat de 5 millions d'actions) et des dividendes versés en numéraire (170 millions d'euros). Le résultat du premier semestre a été quant à lui largement absorbé par l'impact défavorable de la variation des cours de change enregistré en capitaux propres.

Les intérêts minoritaires s'élevaient à 12 millions d'euros, contre 10 millions d'euros au 31 décembre 2016.

### Endettement financier net

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Dettes financières (long et court terme)	3 144	3 311
Juste valeur du dérivé de couverture sur Eurobond 2021 et 2024 <sup>(1)</sup>	75	164
Juste valeur des dérivés sur prêts/emprunts intragroupe <sup>(1)</sup>	24	(3)
<b>TOTAL DETTE FINANCIÈRE Y COMPRIS VALEUR DE MARCHÉ DES DÉRIVÉS ASSOCIÉS</b>	<b>3 243</b>	<b>3 472</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 151)	(2 228)
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>2 092</b>	<b>1 244</b>
<b>ENDETTEMENT NET/CAPITAUX PROPRES (Y COMPRIS INTÉRÊTS MINORITAIRES)</b>	<b>0,37</b>	<b>0,21</b>

(1) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

L'endettement financier net s'établit à 2 092 millions d'euros au 30 juin 2017 (soit un ratio Dette nette/fonds propres de 0,37) à comparer à 1 244 millions d'euros au 31 décembre 2016 (ratio de 0,21). La dette nette moyenne du Groupe au premier semestre 2017 s'élève à 1 993 millions d'euros contre 2 380 millions d'euros au premier semestre 2016.



## Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité se sont traduits par un besoin de 382 millions d'euros au premier semestre 2017 contre un besoin de 466 millions d'euros pour la même période de l'année précédente. L'impôt payé ressort à 115 millions d'euros en 2017 contre 79 millions d'euros en 2016. Les intérêts payés se sont élevés à 26 millions d'euros, contre 22 millions d'euros en 2016 et les intérêts reçus à 26 millions d'euros contre 10 millions d'euros l'année précédente. Le besoin en fonds de roulement s'est dégradé de 1 013 millions d'euros au cours du premier semestre 2017 à comparer à une dégradation de 1 102 millions d'euros en 2016.

Les flux nets liés aux opérations d'investissement comprennent les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les acquisitions nettes d'immobilisations financières et les acquisitions et cessions de filiales. Le montant net des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement correspond à une utilisation de trésorerie de 217 millions d'euros au 30 juin 2017 contre une utilisation de 192 millions d'euros l'année précédente. Les investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 37 millions d'euros, contre 72 millions en 2016.

Les opérations de financement se sont traduites par un besoin de 312 millions d'euros au premier semestre 2017, contre un excédent de 22 millions d'euros l'année précédente. Le besoin de 2017 provient principalement des rachats d'actions propres dans le cadre du contrat d'achat de 5 millions d'actions, pour un montant de 316 millions d'euros (287 millions d'euros en incluant les 9 millions d'euros de rachats dans le cadre du contrat de liquidité et après déduction des produits de cession liés à l'exercice de stock-option et de souscription des BSA).

Au total, la position de trésorerie du Groupe nette des soldes créditeurs de banques a diminué de 1 077 millions d'euros au 30 juin 2017, contre une diminution de 617 millions d'euros au 30 juin de l'année précédente.

Si l'on tient compte des lignes de crédit mobilisables à court terme, les liquidités disponibles s'élèvent à 3 832 millions d'euros au 30 juin 2017 contre 4 914 millions d'euros au 31 décembre 2016.

## Free cash flow

Le *free cash flow* du Groupe, hors variation du besoin en fonds de roulement, du premier semestre 2017 est en augmentation de 5,3 % par rapport au premier semestre de l'année précédente, et s'établit à 594 millions d'euros.

Cet indicateur est utilisé par le Groupe pour mesurer les liquidités provenant de l'activité après prise en compte des investissements en immobilisations, mais avant les opérations d'acquisition ou de cession de participations et avant les opérations de financement (y compris le financement du besoin en fonds de roulement).

Le tableau ci-dessous présente le calcul du free cash-flow du Groupe hors variation du besoin en fonds de roulement.

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016	2017 vs. 2016
<b>Marge opérationnelle avant amortissements</b>	<b>719</b>	<b>704</b>	<b>15</b>
Intérêts nets payés	0	(12)	12
Impôt payé	(115)	(79)	(36)
Autres	27	23	4
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ AVANT VARIATION DU BFR</b>	<b>631</b>	<b>636</b>	<b>(5)</b>
Investissements en immobilisations (nets)	(37)	(72)	35
<b>FREE CASH FLOW AVANT VARIATION DU BFR</b>	<b>594</b>	<b>564</b>	<b>30</b>

## Transactions avec les parties liées

Il n'y a pas eu d'évolution significative, depuis le 31 décembre 2016, des opérations avec les parties liées.



## Publicis Groupe (société mère du Groupe)

Le chiffre d'affaires de Publicis Groupe est composé exclusivement de loyers immobiliers et d'honoraires pour services d'assistance aux filiales du Groupe. Le total des produits d'exploitation s'est élevé à 27 millions d'euros au premier semestre 2017 contre 19 millions d'euros l'année précédente.

Les produits financiers s'établissent à 130 millions d'euros au premier semestre 2017 contre 154 millions d'euros l'année précédente. La diminution des produits provient principalement de la baisse des dividendes reçus des filiales : 72 millions d'euros au premier semestre 2017 contre 95 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2016.

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 18 millions d'euros au 30 juin 2017, de niveau sensiblement équivalent à l'année précédente (17 millions d'euros).

Les charges financières s'élèvent à 74 millions d'euros au premier semestre 2017, contre 73 millions d'euros en 2016.

Le résultat courant avant impôt est de 65 millions d'euros contre 83 millions d'euros au premier semestre 2016.

Après prise en compte d'un gain d'intégration fiscale de 4 millions d'euros provenant de l'intégration fiscale française, le résultat net de Publicis Groupe, société mère du Groupe, ressort en profit de 69 millions d'euros au 30 juin 2017 contre un résultat net de 87 millions d'euros au 30 juin 2016.

## Perspectives

Le début de l'année 2017 a mis en évidence des signes encourageants. Publicis Groupe a renoué avec la croissance au 2<sup>e</sup> trimestre et la marge opérationnelle a progressé dans un contexte de croissance faible. Le *momentum* de gains de budgets a été positif avec des gains prestigieux tels que HSBC, Bel et McDonald's.

L'amélioration de la croissance organique est la priorité du Groupe et les chantiers dont encore nombreux. L'ambition est d'afficher des taux de croissance supérieurs à ceux de nos concurrents en devenant le leader de la transformation marketing et opérationnelle. Quatre actions concrètes ont été lancées pour parvenir à cette fin : faire de notre modèle une réalité pour l'ensemble de nos clients, bénéficier de notre avantage concurrentiel dans la technologie et le consulting, simplifier notre structure organisationnelle pour une plus grande efficacité, mettre en place une structure d'entreprise pour retenir et attirer les meilleurs talents.

Nous anticipons que l'amélioration séquentielle de la croissance organique continue au 3<sup>e</sup> trimestre 2017, et nous devrions retrouver une croissance comparable à celle de nos pairs au 2<sup>e</sup> semestre. À plus long terme, les objectifs sont connus : accélérer la croissance et améliorer l'efficacité. Le Groupe est au début de la mise en œuvre d'un plan d'actions par de nouvelles équipes de management. Un point détaillé et concret sera communiqué dans les prochains mois.



# 2

---



## COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2017

Compte de résultat consolidé	16	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	20
État de résultat global consolidé	17		
Bilan consolidé	18	Notes annexes aux comptes consolidés	22
Tableau des flux de trésorerie consolidés	19		



## Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2017 (6 mois)	30 juin 2016 (6 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
<b>REVENU</b>		<b>4 843</b>	<b>4 753</b>	<b>9 733</b>
Charges de personnel	3	(3 095)	(3 071)	(6 059)
Autres charges opérationnelles		(1 029)	(978)	(1 992)
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENTS</b>		<b>719</b>	<b>704</b>	<b>1 682</b>
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	4	(81)	(85)	(166)
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE</b>		<b>638</b>	<b>619</b>	<b>1 516</b>
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	4	(35)	(40)	(79)
Perte de valeur	4	-	-	(1 440)
Autres produits et charges non courants	5	1	16	12
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>		<b>604</b>	<b>595</b>	<b>9</b>
Charges financières		(54)	(54)	(107)
Produits financiers		22	15	33
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>6</b>	<b>(32)</b>	<b>(39)</b>	<b>(74)</b>
Réévaluation des compléments de prix sur acquisitions	6	(22)	(10)	108
Autres charges et produits financiers	6	(6)	(1)	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES</b>		<b>544</b>	<b>545</b>	<b>(173)</b>
Impôt sur le résultat	7	(151)	(162)	(342)
<b>RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES</b>		<b>393</b>	<b>383</b>	<b>(515)</b>
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	10	(2)	2	(5)
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>391</b>	<b>385</b>	<b>(520)</b>
Dont :				
• Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		4	4	7
• <b>Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</b>		<b>387</b>	<b>381</b>	<b>(527)</b>
<b>Données par action (en euros) - Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>8</b>			
<i>Nombre d'actions</i>		224 581 868	221 728 433	223 498 871
Bénéfice net par action		1,72	1,72	(2,36)
<i>Nombre d'actions dilué</i>		228 808 205	224 617 656	223 498 871
Bénéfice net par action – dilué		1,69	1,70	(2,36)



# État de résultat global consolidé

# 2

(en millions d'euros)	30 juin 2017 (6 mois)	30 juin 2016 (6 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
<b>RÉSULTAT NET DE LA PÉRIODE (A)</b>	<b>391</b>	<b>385</b>	<b>(520)</b>
<b>Éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat</b>			
• Gains (et pertes) actuariels sur régime à prestations définies	6	(48)	(4)
• Impôts différés relatifs aux éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat	(18)	15	14
<b>Éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat</b>			
• Réévaluation des titres disponibles à la vente et instruments de couverture	(20)	(11)	31
• Écarts de conversion de consolidation	(358)	(67)	100
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (B)</b>	<b>(390)</b>	<b>(111)</b>	<b>141</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE (A) + (B)</b>	<b>1</b>	<b>274</b>	<b>(379)</b>
Dont :			
• Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2	4	7
• Résultat global de la période attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	(1)	270	(386)



## Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2017	31 décembre 2016
<b>Actif</b>			
Écarts d'acquisition nets	9	8 718	9 150
Immobilisations incorporelles nettes		1 213	1 345
Immobilisations corporelles nettes		581	640
Impôts différés actifs		143	150
Titres mis en équivalence	10	77	87
Autres actifs financiers	11	183	182
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>10 915</b>	<b>11 554</b>
Stocks et en-cours de production		429	406
Clients et comptes rattachés		9 086	10 010
Autres créances et actifs courants		653	698
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 151	2 228
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>11 319</b>	<b>13 342</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>22 234</b>	<b>24 896</b>
<b>Passif</b>			
Capital		92	90
Réserves consolidées, part du Groupe		5 526	5 965
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe (Part du Groupe)</b>	<b>12</b>	<b>5 618</b>	<b>6 055</b>
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)		12	10
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>5 630</b>	<b>6 065</b>
Dettes financières à plus d'un an	14	2 589	3 028
Impôts différés passifs		589	649
Provisions à long terme	13	533	556
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>3 711</b>	<b>4 233</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		10 071	11 992
Dettes financières à moins d'un an	14	555	283
Dettes d'impôts sur les sociétés		123	88
Provisions à court terme	13	131	130
Autres dettes et passifs courants		2 013	2 105
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>12 893</b>	<b>14 598</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>22 234</b>	<b>24 896</b>



# Tableau des flux de trésorerie consolidés

# 2

(en millions d'euros)	30 juin 2017 (6 mois)	30 juin 2016 (6 mois)	31 décembre 2016 (12 mois)
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>			
Résultat net	391	385	(520)
Neutralisation des produits et charges calculés :			
Impôt sur le résultat	151	162	342
Coût de l'endettement financier net	32	39	74
Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	-	(16)	(9)
Dotation aux amortissements et pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	116	125	1 685
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	28	19	55
Autres produits et charges calculés	25	15	115
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	2	(2)	5
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	1	-	3
Impôt payé	(115)	(79)	(257)
Intérêts financiers payés	(26)	(22)	(106)
Intérêts financiers encaissés	26	10	40
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité <sup>(1)</sup>	(1 013)	(1 102)	(355)
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ (I)</b>	<b>(382)</b>	<b>(466)</b>	<b>1 072</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(39)	(73)	(173)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	1	7
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(6)	(2)	(12)
Acquisitions de filiales	(176)	(129)	(240)
Cessions de filiales	2	11	7
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (II)</b>	<b>(217)</b>	<b>(192)</b>	<b>(411)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	(193)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(5)	(16)	(20)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	25	61	513
Remboursement des emprunts	(22)	(1)	(517)
Rachats de participations ne donnant pas le contrôle	(23)	(30)	(44)
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et exercice de BSA	(287)	8	24
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (III)</b>	<b>(312)</b>	<b>22</b>	<b>(237)</b>
<b>Incidence des variations de taux de change (IV)</b>	<b>(166)</b>	<b>19</b>	<b>126</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE (I + II + III + IV)</b>	<b>(1 077)</b>	<b>(617)</b>	<b>550</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier	2 228	1 672	1 672
Soldes créditeurs de banques au 1 <sup>er</sup> janvier	(25)	(19)	(19)
<b>Trésorerie à l'ouverture (V)</b>	<b>2 203</b>	<b>1 653</b>	<b>1 653</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1 151	1 064	2 228
Soldes créditeurs de banques à la clôture	(25)	(28)	(25)
<b>Trésorerie à la clôture (VI)</b>	<b>1 126</b>	<b>1 036</b>	<b>2 203</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE (VI – V)</b>	<b>(1 077)</b>	<b>(617)</b>	<b>550</b>
<i>(1) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>			
<i>Variation des stocks et en-cours de production</i>	<i>(44)</i>	<i>(74)</i>	<i>28</i>
<i>Variation des créances clients et autres créances</i>	<i>424</i>	<i>325</i>	<i>(222)</i>
<i>Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions</i>	<i>(1 393)</i>	<i>(1 353)</i>	<i>(161)</i>
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>	<i>(1 013)</i>	<i>(1 102)</i>	<i>(355)</i>



## Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital
<b>225 367 784</b>	<b>1<sup>ER</sup> JANVIER 2017</b>	<b>90</b>	<b>3 429</b>
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
	<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DE LA PÉRIODE</b>		
3 992 216	Dividendes	2	242
383 457	Rémunérations fondées sur des actions nettes d'impôts		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
298 085	Exercices de bons de souscription d'actions		9
(3 754 991)	(Achats)/Ventes d'actions propres		
<b>226 286 551</b>	<b>30 JUIN 2017</b>	<b>92</b>	<b>3 680</b>

Nombre d'actions en circulation	(en millions d'euros)	Capital social	Réserves liées au capital
<b>221 323 901</b>	<b>1<sup>ER</sup> JANVIER 2016</b>	<b>89</b>	<b>3 262</b>
	Résultat net		
	Autres éléments du résultat global nets d'impôts		
	<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DE LA PÉRIODE</b>		
	Dividendes		
462 580	Rémunérations fondées sur des actions nettes d'impôts		
	Effet des acquisitions et des engagements de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		
85 762	Exercices de bons de souscription d'actions		3
320 702	Achats/Ventes d'actions propres		
<b>222 192 945</b>	<b>30 JUIN 2016</b>	<b>89</b>	<b>3 265</b>



Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>2 118</b>	<b>255</b>	<b>163</b>	<b>6 055</b>	<b>10</b>	<b>6 065</b>
387			387	4	391
	(355)	(33)	(388)	(2)	(390)
<b>387</b>	<b>(355)</b>	<b>(33)</b>	<b>(1)</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
(414)			(170)	(5)	(175)
30			30		30
(9)			(9)	5	(4)
			9		9
(296)			(296)		(296)
<b>1 816</b>	<b>(100)</b>	<b>130</b>	<b>5 618</b>	<b>12</b>	<b>5 630</b>

Réserves et résultats consolidés	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>2 928</b>	<b>155</b>	<b>122</b>	<b>6 556</b>	<b>27</b>	<b>6 583</b>
381			381	4	385
	(67)	(44)	(111)		(111)
<b>381</b>	<b>(67)</b>	<b>(44)</b>	<b>270</b>	<b>4</b>	<b>274</b>
(356)			(356)	(16)	(372)
19			19		19
(2)			(2)	4	2
			3		3
5			5		5
<b>2 975</b>	<b>88</b>	<b>78</b>	<b>6 495</b>	<b>19</b>	<b>6 514</b>



# Notes annexes aux comptes consolidés

## Sommaire détaillé des notes annexes

<b>Note 1 Synthèse des règles et méthodes comptables</b>	<b>23</b>	<b>Note 13 Provisions pour risques et charges</b>	<b>30</b>
Nouvelles normes et interprétations applicables	23	Hypothèses actuarielles (taux moyens pondérés)	30
Recours à des estimations	23		
<b>Note 2 Variations du périmètre</b>	<b>24</b>	<b>Note 14 Dettes financières</b>	<b>31</b>
Prises de contrôle de la période	24	Variation des dettes financières	31
Cessions de la période	24	Emprunts obligataires	31
		Analyse par échéance de remboursement	32
<b>Note 3 Charges de personnel et effectifs</b>	<b>24</b>	Analyse par devise	32
Répartition des effectifs au 30 juin par zone géographique	24	Analyse par catégorie de taux	32
		Exposition au risque de liquidité	32
<b>Note 4 Dotations aux amortissements et perte de valeur</b>	<b>25</b>	<b>Note 15 Engagements</b>	<b>33</b>
		Contrats de location simple	33
<b>Note 5 Autres produits et charges non courants</b>	<b>25</b>	Autres engagements	33
		Obligations liées aux bons de souscription d'actions	34
<b>Note 6 Charges et produits financiers</b>	<b>25</b>	Autres engagements	34
Résultat financier hors réévaluation des <i>earn-out</i>	25	<b>Note 16 Information sectorielle</b>	<b>34</b>
Réévaluation des <i>earn-out</i>	26	Information par secteur d'activité	34
		Information par zone géographique	34
<b>Note 7 Impôt sur le résultat</b>	<b>26</b>	<b>Note 17 Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA</b>	<b>36</b>
Taux d'impôt effectif	26	Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis Groupe à l'origine	37
		Plans d'actions gratuites Publicis Groupe à l'origine	38
<b>Note 8 Bénéfice net par action</b>	<b>26</b>	Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites sur le résultat	39
Bénéfice net par action (de base et dilué)	26	<b>Note 18 Informations relatives aux parties liées</b>	<b>39</b>
Bénéfice net courant par action (de base et dilué)	27	<b>Note 19 Événements postérieurs à la clôture</b>	<b>39</b>
<b>Note 9 Écarts d'acquisition</b>	<b>27</b>		
Variation des écarts d'acquisition	27		
<b>Note 10 Participations dans des entreprises associées</b>	<b>28</b>		
<b>Note 11 Autres actifs financiers</b>	<b>28</b>		
<b>Note 12 Capitaux propres</b>	<b>29</b>		
Capital social de la société mère	29		
Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2017	29		
Dividendes	29		





Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2017 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire du 17 juillet 2017 et examinés par le Conseil de surveillance du 19 juillet 2017.

Les comptes consolidés semestriels condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

## Note 1 Synthèse des règles et méthodes comptables

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Publicis au 30 juin 2017 ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS approuvées par l'Union européenne à la date de clôture et d'application obligatoire à cette date. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[https://ec.europa.eu/commission/index\\_fr](https://ec.europa.eu/commission/index_fr)

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2017 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont cohérentes avec celles utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés au 31 décembre 2016, et présentées dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 9 mai 2017 (« Document de référence 2016 », pages 156 à 163), à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et décrites ci-après.

### Nouvelles normes et interprétations applicables

#### Application des nouvelles normes et interprétations

Les normes et interprétations suivantes, qui n'ont pas encore été adoptées par l'Union européenne pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, seraient sans impact majeur sur les états financiers du Groupe :

- Amendement à IAS 7 - Initiative concernant les informations à fournir sur l'état des flux de trésorerie ;
- Amendement à IAS 12 - Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes ;
- Améliorations annuelles des IFRS du cycle 2014-2016.

#### Application par anticipation

Au 30 juin 2017, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de nouvelle norme ou interprétation.

#### Normes publiées par l'IASB qui ne sont pas d'application obligatoire

Les principes appliqués par le Groupe ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ». Cette norme a des impacts pour la comptabilisation des frais directement remboursables, des rémunérations variables (primes de performance) et pour la classification entre « agent » et « principal », notamment pour les contrats médias ;
- IFRS 9 et compléments à IFRS 9 « Instruments financiers : classification et évaluation des actifs financiers, option à la juste valeur pour les passifs financiers et comptabilité de couverture ». L'analyse des impacts potentiels de l'application de cette nouvelle norme sur les comptes consolidés du Groupe est en cours notamment en ce qui concerne la dépréciation des créances commerciales et la comptabilisation des swaps qualifiés de couverture de flux de trésorerie. Sur la base des analyses à ce jour, ces impacts devraient être peu significatifs ;
- IFRS 16 « Contrats de locations » : les principaux impacts de cette norme portent sur les contrats de location immobilière. Les travaux permettant d'estimer les impacts de l'application de cette norme à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ont été lancés au cours du premier semestre 2017. À ce stade, le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée d'IFRS 16 en même temps que d'IFRS 15 ;
- Interprétation IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée » ;
- Interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relatives à l'impôt sur le résultat ».

### Recours à des estimations

La situation financière et les résultats du Groupe dépendent des méthodes comptables, hypothèses, estimations et jugements retenus lors de l'élaboration des comptes consolidés. Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres hypothèses jugées raisonnables au regard des circonstances afin d'évaluer les valeurs à retenir pour les actifs et passifs du Groupe. Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations retenues pour le 1<sup>er</sup> semestre 2017 sont de même nature que celles décrites au 31 décembre 2016 dans le document de référence 2016. La Direction révisé ces estimations lorsqu'elle identifie de nouveaux événements à prendre en compte ou en cas de changement des circonstances sur lesquelles ces hypothèses étaient fondées. Les réalisations pourraient néanmoins différer de façon significative des estimations retenues.



## Note 2 Variations du périmètre

### Prises de contrôle de la période

Aucune acquisition significative n'est intervenue au cours de la période.

Les acquisitions de la période, prises dans leur ensemble, contribuent pour moins de 1 % au revenu consolidé et au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

### Cessions de la période

Aucune cession significative n'est intervenue au cours de la période.

Les cessions de la période, prises dans leur ensemble, contribuent pour moins de 1 % au revenu consolidé et au résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

## Note 3 Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, intéressements, congés payés ainsi que l'estimation des bonus et les charges liées aux paiements fondés sur des actions (plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, plans d'actions gratuites) et les charges liées aux retraites (hors effet net de désactualisation présenté en autres produits et charges financiers).

(en millions d'euros)	30 juin 2017 (6 mois)	30 juin 2016 (6 mois)
Rémunérations	(2 414)	(2 390)
Charges sociales	(386)	(364)
Avantages postérieurs à l'emploi	(68)	(79)
Charges relatives aux paiements fondés sur des actions	(28)	(19)
Intérimaires et <i>free-lance</i>	(199)	(219)
<b>TOTAL</b>	<b>(3 095)</b>	<b>(3 071)</b>

### Répartition des effectifs au 30 juin par zone géographique

	30 juin 2017	30 juin 2016
Europe	22 698	22 487
Amérique du Nord	24 865	26 143
Amérique latine	5 678	5 604
Asie Pacifique	22 245	21 890
Moyen-Orient et Afrique	3 409	3 729
<b>TOTAL</b>	<b>78 895</b>	<b>79 853</b>



## Note 4 Dotations aux amortissements et perte de valeur

(en millions d'euros)	30 juin 2017 (6 mois)	30 juin 2016 (6 mois)
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	(10)	(10)
Amortissement des immobilisations corporelles	(71)	(75)
<b>DOTATION AUX AMORTISSEMENTS (HORS INCORPORELS LIÉS AUX ACQUISITIONS)</b>	<b>(81)</b>	<b>(85)</b>
<b>DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DES INCORPORELS LIÉS AUX ACQUISITIONS</b>	<b>(35)</b>	<b>(40)</b>
<b>TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>(116)</b>	<b>(125)</b>

Au 30 juin 2017, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

Au 30 juin 2016, les tests de dépréciation n'avaient pas conduit le Groupe à constater des pertes de valeur tant sur les unités génératrices de trésorerie que sur les immobilisations corporelles.

## Note 5 Autres produits et charges non courants

Ce poste regroupe les produits et charges inhabituels. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cession d'actif.

(en millions d'euros)	30 juin 2017 (6 mois)	30 juin 2016 (6 mois)
Plus-values (moins-values) sur cessions d'actifs	-	16
Autres produits et (charges) non courants	1	-
<b>TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS</b>	<b>1</b>	<b>16</b>

Au premier semestre 2016, la cession de 56,67 % du capital et des droits de vote de la société Mediavision et Jean Mineur SA constituait la majeure partie de la plus-value. À l'issue de cette opération, le Groupe conserve une participation de 10 % du capital et des droits de vote.

## Note 6 Charges et produits financiers

### Résultat financier hors réévaluation des earn-out

(en millions d'euros)	30 juin 2017 (6 mois)	30 juin 2016 (6 mois)
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires <sup>(1)</sup>	(48)	(48)
Charges d'intérêts sur contrats de location financement	(6)	(6)
<b>Charges financières</b>	<b>(54)</b>	<b>(54)</b>
Produits financiers	22	15
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>(32)</b>	<b>(39)</b>
Pertes et gains de change (y compris variation de la juste valeur des dérivés)	(1)	3
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	(4)	(4)
Autres	(1)	-
<b>RÉSULTAT FINANCIER HORS RÉÉVALUATION DES EARN-OUT</b>	<b>(38)</b>	<b>(40)</b>

(1) Y compris la revalorisation des Swaps de taux et des emprunts obligataires au titre de la couverture de juste valeur.

**Réévaluation des earn-out**

(en millions d'euros)	30 juin 2017 (6 mois)	30 juin 2016 (6 mois)
<b>RÉÉVALUATION DES COMPLÉMENTS DE PRIX SUR ACQUISITIONS</b>	<b>(22)</b>	<b>(10)</b>

**Note 7 Impôt sur le résultat****Taux d'impôt effectif**

La charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire au 30 juin 2017 est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice complet.

(en millions d'euros)		30 juin 2017 (6 mois)	30 juin 2016 (6 mois)
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES</b>	<b>A</b>	<b>544</b>	<b>545</b>
<b>TAUX D'IMPÔT EFFECTIF</b>	<b>B</b>	<b>27,8 %</b>	<b>29,7 %</b>
<b>IMPÔT CONSTATÉ AU COMPTE DE RÉSULTAT</b>	<b>A X B</b>	<b>(151)</b>	<b>(162)</b>

Pour rappel, le taux d'impôt effectif de l'exercice 2016 (12 mois) s'élevait à 29,0 %.

**Note 8 Bénéfice net par action****Bénéfice net par action (de base et dilué)**

(en millions d'euros, sauf les actions)		30 juin 2017	30 juin 2016
<b>Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA</b>			
<b>Résultat net part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>A</b>	<b>387</b>	<b>381</b>
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt		-	-
<b>Résultat net part du Groupe – dilué</b>	<b>B</b>	<b>387</b>	<b>381</b>
<b>Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA</b>			
Nombre d'actions au 1 <sup>er</sup> janvier		225 945 387	222 540 740
Actions créées sur la période		344 728	197 830
Actions propres à déduire (moyenne sur la période)		(1 708 247)	(1 010 137)
<b>Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul</b>	<b>C</b>	<b>224 581 868</b>	<b>221 728 433</b>
<i>Impact des instruments dilutifs :</i>			
• Actions gratuites et stock-options dilutifs <sup>(1)</sup>		3 588 145	2 093 218
• Bons de souscription d'actions (BSA) <sup>(1)</sup>		638 192	796 005
<b>Nombre d'actions – dilué</b>	<b>D</b>	<b>228 808 205</b>	<b>224 617 656</b>
(en euros)			
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION</b>	<b>A/C</b>	<b>1,72</b>	<b>1,72</b>
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION – DILUÉ</b>	<b>B/D</b>	<b>1,69</b>	<b>1,70</b>

(1) Seuls les stock-options et BSA ayant un effet dilutif, c'est-à-dire dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de l'exercice, sont pris en considération. Au 30 juin 2017 et 2016, toutes les stock-options et les BSA non encore exercés à la clôture de l'exercice ont un effet dilutif.



## Bénéfice net courant par action (de base et dilué)

(en millions d'euros, sauf les actions)		30 juin 2017	30 juin 2016
<b>Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant <sup>(1)</sup></b>			
<b>Résultat net part du Groupe</b>		<b>387</b>	<b>381</b>
Éléments exclus :			
• Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt		23	25
• Réévaluation des <i>earn-out</i>		22	10
• Principales plus (moins)-values de cession (nettes d'impôts)		-	(10)
<b>Résultat net courant part du Groupe</b>	<b>E</b>	<b>432</b>	<b>406</b>
Impact des instruments dilutifs :			
• Économies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt		-	-
<b>Résultat net courant part du Groupe – dilué</b>	<b>F</b>	<b>432</b>	<b>406</b>
<b>Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA</b>			
Nombre d'actions au 1 <sup>er</sup> janvier		225 945 387	222 540 740
Actions créées sur la période		344 728	197 830
Actions propres à déduire (moyenne sur la période)		(1 708 247)	(1 010 137)
<b>Nombre d'actions moyen retenu pour le calcul</b>	<b>C</b>	<b>224 581 868</b>	<b>221 728 433</b>
Impact des instruments dilutifs :			
• Actions gratuites et stock-options dilutifs		3 588 145	2 093 218
• Bons de souscription d'actions (BSA)		638 192	796 005
<b>Nombre d'actions – dilué</b>	<b>D</b>	<b>228 808 205</b>	<b>224 617 656</b>
(en euros)			
<b>BÉNÉFICE NET COURANT PAR ACTION <sup>(1)</sup></b>	<b>E/C</b>	<b>1,92</b>	<b>1,83</b>
<b>BÉNÉFICE NET COURANT PAR ACTION – DILUÉ <sup>(1)</sup></b>	<b>F/D</b>	<b>1,89</b>	<b>1,81</b>

(1) BNPA après élimination des pertes de valeur, de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions, des principales plus (moins)-values de cession et de la réévaluation des *earn-out*.

## Note 9 Écarts d'acquisition

## Variation des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
<b>1<sup>ER</sup> JANVIER 2017</b>	<b>10 687</b>	<b>(1 537)</b>	<b>9 150</b>
Acquisitions	67	-	67
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	(8)	-	(8)
Change et divers	(598)	107	(491)
<b>30 JUIN 2017</b>	<b>10 148</b>	<b>(1 430)</b>	<b>8 718</b>



## Note 10 Participations dans des entreprises associées

Les titres mis en équivalence s'élevaient à 77 millions d'euros au 30 juin 2017 (contre 87 millions d'euros au 31 décembre 2016).

(en millions d'euros)	Titres mis en équivalence
Montant au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	87
Quote-part de résultat	(2)
Dividendes versés	(1)
Effet de change et autres	(7)
<b>MONTANT AU 30 JUIN 2017</b>	<b>77</b>

Les principales sociétés mises en équivalence sont Matomy Media Group, Jana Mobile, Burrell Communications, Somupi et On Point. Au 30 juin 2017, les valeurs au bilan de ces cinq sociétés s'élevaient respectivement à 30 millions d'euros, 18 millions d'euros, 6 millions d'euros, 5 millions d'euros et 10 millions d'euros.

## Note 11 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers comprennent notamment les investissements classés dans la catégorie « disponibles à la vente ».

La partie à moins d'un an des autres actifs financiers non courants a été classée en actifs courants.

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Autres actifs financiers disponibles à la vente		
• Fonds communs de placement à risques <sup>(1)</sup>	74	68
• Autres	18	18
Dépôts de garantie	35	41
Prêts à des sociétés non consolidées	12	7
Créances rattachées à des participations	9	15
Autres	49	47
<b>Valeur brute</b>	<b>197</b>	<b>196</b>
Dépréciation	(14)	(14)
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>183</b>	<b>182</b>

(1) Ces Fonds Communs de Placement à Risques sont dédiés aux entreprises créatrices de valeur dans l'économie numérique.



## Note 12 Capitaux propres

### Capital social de la société mère

(en actions)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Capital social au 1 <sup>er</sup> janvier	225 945 387	222 540 740
Augmentation de capital	4 673 758	3 404 647
<b>ACTIONS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>230 619 145</b>	<b>225 945 387</b>
Autodétention en fin de période	(4 332 594)	(577 603)
<b>ACTIONS EN CIRCULATION EN FIN DE PÉRIODE</b>	<b>226 286 551</b>	<b>225 367 784</b>

Le capital de Publicis Groupe SA a augmenté de 1 869 503 euros au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2017, correspondant à 4 673 758 actions de 0,40 euro nominal :

- 298 085 créées suite à l'exercice par certains porteurs de leurs bons de souscription d'actions ;
- 383 457 créées dans le cadre des plans d'actions gratuites ;
- 3 992 216 actions créées suite à l'exercice par certains actionnaires de l'option de paiement du dividende en action.

Le capital social de Publicis Groupe SA s'élève au 30 juin 2017 à 92 247 658 euros, divisé en 230 619 145 actions de 0,40 euro nominal.

### Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2017

Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité, sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions auto détenues a évolué comme suit au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2017 :

	Nombre d'actions
<b>ACTIONS PROPRES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2016 <sup>(1)</sup></b>	<b>577 603</b>
Cessions (levées de stock-options) et livraisons d'actions gratuites	(1 270 958)
Rachat d'actions propres	4 878 002
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	147 947
<b>ACTIONS PROPRES DÉTENUES AU 30 JUIN 2017 <sup>(1)</sup></b>	<b>4 332 594</b>

(1) Y compris actions détenues au titre du contrat de liquidité (40 553 au 31 décembre 2016 et 188 500 au 30 juin 2017).

En vertu d'un contrat signé le 13 mars 2017 avec un prestataire de services d'investissements, Publicis Groupe a mis en œuvre, dans le cadre du Programme de Rachat d'Actions autorisé par l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 25 mai 2016, un programme de rachat portant sur un total de 5 millions d'actions. Au 30 juin 2017, la Société avait acquis dans le cadre de ce contrat 4 878 002 actions à un cours moyen de 64,66 euros (64,86 euros en incluant la taxe sur les transactions financières), représentant un montant total de 316 millions d'euros. Le solde des actions restant à acquérir dans le cadre de ce contrat (121 998 actions) a été réglé et livré dans les premiers jours du mois de juillet.

### Dividendes

Conformément à l'approbation de l'AGO du 31 mai 2017, Publicis Groupe SA a procédé le 4 juillet 2017 :

- à la livraison de 3 992 216 actions nouvelles pour le paiement des dividendes en actions aux actionnaires ayant exercé cette option ;
- au versement de 170 millions d'euros de dividendes (soit 1,85 euro par action). Ce versement est soumis à la taxe de 3 % sur les dividendes versés en numéraire.

**Note 13** Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Restructuration	Engagements immobiliers	Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	Risques et litiges	Autres provisions	Total
<b>1<sup>ER</sup> JANVIER 2017</b>	<b>23</b>	<b>21</b>	<b>330</b>	<b>237</b>	<b>75</b>	<b>686</b>
Dotations	23	3	17	33	6	82
Utilisations	(14)	(3)	(22)	(13)	(4)	(56)
Autres reprises	(3)	(2)	-	(7)	-	(12)
Variations de périmètre	-	-	2	-	1	3
Pertes (gains) actuariels	-	-	(6)	-	0	(6)
Change et divers	(1)	(1)	(10)	(15)	(6)	(33)
<b>30 JUIN 2017</b>	<b>28</b>	<b>18</b>	<b>311</b>	<b>235</b>	<b>72</b>	<b>664</b>
Dont à court terme	23	5	48	34	21	131
Dont à long terme	5	13	263	201	51	533

**Hypothèses actuarielles (taux moyens pondérés)**

La provision relative aux engagements de retraite est actualisée au 30 juin 2017 sur la base de taux d'actualisation qui sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (notées au moins AA) et de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Ils ont été arrêtés sur la base d'indices externes communément retenus comme référence, notamment l'iBoxx en Europe et le Citigroup Index aux USA.

**30 JUIN 2017**

	Régime de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	États-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	3,33 %	2,50 % - 2,65 %	1,65 %	0,40 % - 6,63 %	3,33 %	2,50 % - 2,65 %

**31 DÉCEMBRE 2016**

	Régime de retraite				Couverture médicale postérieure à l'emploi	
	États-Unis	Royaume-Uni	Zone Euro	Autres Pays	États-Unis	Royaume-Uni
Taux d'actualisation	3,58 %	2,15 % - 2,35 %	1,50 %	0,30 % - 6,55 %	3,58 %	2,15 % - 2,35 %





## Note 14 Dettes financières

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	1 791	1 791
Autres emprunts et dettes	1 353	1 520
<b>TOTAL DETTE FINANCIÈRE</b>	<b>3 144</b>	<b>3 311</b>
Dont à court terme	555	283
Dont à long terme	2 589	3 028

### Variation des dettes financières

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Eurobond 1,125 % – décembre 2021 (TIE 1,261 %) <sup>(1)</sup>	695	695
Eurobond 0,5 % – novembre 2023 (TIE 0,741 %) <sup>(1)</sup>	492	492
Eurobond 1,625 % – décembre 2024 (TIE 1,732 %) <sup>(1)</sup>	604	604
<b>Emprunts obligataires (hors intérêts courus)</b>	<b>1 791</b>	<b>1 791</b>
<b>Prêt moyen terme syndiqué</b>	<b>932</b>	<b>972</b>
<b>Dettes sur acquisitions de titres de participation</b>	<b>198</b>	<b>316</b>
<b>Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>58</b>	<b>62</b>
Intérêts courus	27	4
Autres emprunts et lignes de crédit	19	40
Soldes créditeurs de banques	25	25
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement	94	101
<b>Autres dettes financières</b>	<b>165</b>	<b>170</b>
<b>TOTAL DETTE FINANCIÈRE</b>	<b>3 144</b>	<b>3 311</b>
Juste valeur des dérivés de couverture sur Eurobond 2021 et 2024 <sup>(2)</sup>	75	164
Juste valeur des dérivés sur prêts et emprunts intragroupe <sup>(2)</sup>	24	(3)
<b>TOTAL DETTE FINANCIÈRE Y COMPRIS VALEUR DE MARCHÉ DES DÉRIVÉS ASSOCIÉS</b>	<b>3 243</b>	<b>3 472</b>

(1) Net des frais d'émission. Le nombre de titres au 30 juin 2017 est de 7000 pour les Eurobond 2021, 5000 pour les Eurobonds 2023 et 6000 pour les Eurobonds 2024. Le taux d'intérêts effectif (TIE) est donné pour chaque Eurobond.

(2) Présentés en « Autres créances et actifs courants » et/ou « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

### Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires émis par Publicis Groupe SA sont à taux fixe et en euros.

L'emprunt de 700 millions d'euros à échéance décembre 2021 (Eurobond 2021) et l'emprunt de 600 millions d'euros à échéance décembre 2024 (Eurobond 2024) ont été swapés en dollars US à taux fixe afin de financer l'acquisition de Sapient Corporation.

Les swaps ont été qualifiés de couverture de flux de trésorerie du financement intragroupe en dollars US. La juste valeur de ces swaps est inscrite au bilan en autres dettes et passifs courants pour 75 millions d'euros au 30 juin 2017 (164 millions d'euros au 31 décembre 2016). La variation de juste valeur de ces instruments est comptabilisée en autres éléments du résultat global et recyclée en compte de résultat au même rythme que le versement des intérêts sur emprunt et la variation de valeur de l'actif en dollars US.

Ces instruments financiers ont été comptabilisés à la juste valeur en fonction de la méthode d'évaluation du niveau 2 qui correspond aux données observables autres qu'un prix coté pour des instruments identiques sur un marché actif. Ces données observables correspondent notamment aux cours de change et aux taux d'intérêts.



## Analyse par échéance de remboursement

(en millions d'euros)	30 juin 2017						
	Échéance						
	Total	- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires (hors intérêts courus)	1 791	-	-	-	-	695	1 096
Prêt moyen terme syndiqué	932	311	311	310	-	-	-
Dettes sur acquisitions de titres de participation	198	149	33	10	6	-	-
Dettes sur engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	58	31	12	11	3	1	-
Autres dettes financières	165	64	7	-	-	-	94
<b>TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES</b>	<b>3 144</b>	<b>555</b>	<b>363</b>	<b>331</b>	<b>9</b>	<b>696</b>	<b>1 190</b>

## Analyse par devise

(en millions d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Euros <sup>(1)</sup>	2 295	2 283
Dollars américains	678	802
Autres devises	171	226
<b>TOTAL</b>	<b>3 144</b>	<b>3 311</b>

(1) Y compris 1 299 millions d'euros d'Eurobond « swapés » en USD au 30 juin 2017 (1 299 millions d'euros au 31 décembre 2016).

## Analyse par catégorie de taux

La dette financière est constituée d'emprunts à taux fixe qui représentent 66 % de la dette brute (hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle) au 30 juin 2017 et d'emprunts à taux variable pour les 34 % restant.

## Exposition au risque de liquidité

Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie) pour un total au 30 juin 2017 de 1 151 millions d'euros et d'autre part de lignes de crédit confirmées non utilisées qui s'élèvent à 2 681 millions d'euros au 30 juin 2017. La composante principale de ces lignes est un crédit syndiqué multidevise de 2 000 millions d'euros, à échéance 2020. Ces sommes disponibles ou mobilisables quasiment immédiatement permettent largement de faire face aux besoins de financement généraux du Groupe.

Les emprunts obligataires émis par le Groupe ainsi que le prêt moyen terme syndiqué, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de « covenants » financiers. Les clauses d'exigibilité anticipée (*credit default events*) sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 millions d'euros.

Le Groupe n'a pas mis en place de dérivés de crédit à ce jour.



## Note 15 Engagements

### Contrats de location simple

(en millions d'euros)	30 juin 2017						
	Total	Échéance					
		- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>							
Contrats de location simple	2 066	325	280	260	239	196	766
<b>Engagements reçus</b>							
Contrats de sous-locations immobilières	39	7	7	7	7	6	5

(en millions d'euros)	31 décembre 2016						
	Total	Échéance					
		- 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>							
Contrats de location simple	2 192	356	313	270	255	227	771
<b>Engagements reçus</b>							
Contrats de sous-locations immobilières	13	4	2	2	1	1	2

### Autres engagements

(en millions d'euros)	30 juin 2017			
	Total	Échéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>				
Cautions et garanties <sup>(1)</sup>	203	45	32	126
Autres engagements <sup>(2)</sup>	324	67	254	3
<b>TOTAL</b>	<b>527</b>	<b>112</b>	<b>286</b>	<b>129</b>
<b>Engagements reçus</b>				
Lignes de crédit confirmées non utilisées	2 681	231	2 450	-
Lignes de crédit non confirmées non utilisées	246	246	-	-
Autres engagements	20	4	9	7
<b>TOTAL</b>	<b>2 947</b>	<b>481</b>	<b>2 459</b>	<b>7</b>

(1) Au 30 juin 2017, les cautions et garanties comprennent des engagements de versement dans des FCPI pour 75 millions d'euros jusqu'en 2022. Elles comprennent également environ 13 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 308 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires.



(en millions d'euros)	31 décembre 2016			
	Total	Échéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
<b>Engagements donnés</b>				
Cautions et garanties <sup>(1)</sup>	164	70	38	56
Autres engagements <sup>(2)</sup>	375	122	250	3
<b>TOTAL</b>	<b>539</b>	<b>192</b>	<b>288</b>	<b>59</b>
<b>Engagements reçus</b>				
Lignes de crédit confirmées non utilisées	2 686	236	2 450	-
Lignes de crédit non confirmées non utilisées	251	251	-	-
Autres engagements	20	3	9	8
<b>TOTAL</b>	<b>2 957</b>	<b>490</b>	<b>2 459</b>	<b>8</b>

(1) Au 31 décembre 2016, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives aux immeubles de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 11 millions d'euros étalés jusqu'en 2022. Elles comprennent également environ 14 millions d'euros de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 359 millions d'euros, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires.

## Obligations liées aux bons de souscription d'actions

L'exercice des bons de souscription, qui peut intervenir à tout moment depuis le 24 septembre 2013 et ce jusqu'au 24 septembre 2022, entraîne une augmentation de capital de Publicis Groupe. La parité de remboursement a été ajustée d'un multiple de 1,015 afin de tenir compte de la part des distributions prélevée sur les réserves et les primes de la Société. Après l'annulation des bons de souscription rachetés au cours des précédents exercices ou exercés depuis le 24 septembre 2013, Publicis Groupe est, au 30 juin 2017, engagé à créer (dans l'hypothèse où les 1 169 963 bons de souscription d'actions restant en circulation seraient exercés) 1 187 512 actions de 0,40 euro de nominal et 30,10 euros de prime.

## Autres engagements

Au 30 juin 2017, il n'existe aucun engagement significatif de type nantissement, garantie ou sûreté réelle, ni aucun autre engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

## Note 16 Information sectorielle

### Information par secteur d'activité

L'organisation de Publicis Groupe est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines.

Ainsi le Groupe a identifié des secteurs opérationnels qui correspondent aux pôles et qui peuvent être regroupés dans la mesure où leurs caractéristiques économiques sont similaires (convergence des niveaux de marge des différents secteurs opérationnels) ainsi que la nature des services fournis aux clients (panel complet de services publicitaires et de communication) et le type de clients auxquels sont destinés ces services (la très grande majorité des 50 premiers clients du Groupe sont clients de plusieurs secteurs opérationnels). Les secteurs opérationnels sont ainsi regroupés en un seul secteur à présenter, conformément à la norme IFRS 8.

### Information par zone géographique

Compte tenu de l'importance de la localisation géographique dans l'analyse de l'activité, un niveau d'information détaillé est présenté par zone géographique.

Les informations sont déterminées sur la base de la localisation des agences.



## Premier semestre 2017

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
<b>Informations concernant le compte de résultat</b>						
Revenu <sup>(1)</sup>	1 377	2 644	511	174	137	4 843
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(26)	(38)	(12)	(3)	(2)	(81)
Marge opérationnelle	189	372	61	10	6	638
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(7)	(26)	(1)	(1)	0	(35)
<b>Informations concernant le bilan</b>						
Écarts d'acquisitions nets	2 468	4 517	1 140	389	204	8 718
Immobilisations incorporelles nettes	119	1 081	1	10	2	1 213
Immobilisations corporelles nettes	291	220	47	15	8	581
Autres actifs financiers	108	33	35	5	2	183
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie</b>						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(20)	(11)	(5)	(2)	(1)	(39)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(4)	2	(5)	-	1	(6)
Acquisitions de filiales	(41)	(119)	(12)	(4)	-	(176)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

## Exercice 2016

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
<b>Informations concernant le compte de résultat</b>						
Revenu <sup>(1)</sup>	2 760	5 236	1 085	365	287	9 733
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(56)	(78)	(23)	(5)	(4)	(166)
Marge opérationnelle	429	813	173	51	50	1 516
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(18)	(56)	(2)	(3)	0	(79)
Perte de valeur	(310)	(1 029)	(59)	(1)	(41)	(1 440)
<b>Informations concernant le bilan</b>						
Écarts d'acquisitions nets	2 484	4 850	1 195	416	205	9 150
Immobilisations incorporelles nettes	127	1 202	2	12	2	1 345
Immobilisations corporelles nettes	300	259	55	17	9	640
Autres actifs financiers	105	39	31	5	2	182
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie</b>						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(70)	(66)	(30)	(4)	(3)	(173)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(8)	(4)	1	-	(1)	(12)
Acquisitions de filiales	(110)	(88)	(28)	(5)	(9)	(240)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.



## Premier semestre 2016

(en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient et Afrique	Total
<b>Informations concernant le compte de résultat</b>						
Revenu <sup>(1)</sup>	1 349	2 620	503	152	129	4 753
Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	(31)	(38)	(11)	(3)	(2)	(85)
Marge opérationnelle	176	369	56	(1)	19	619
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(11)	(27)	(1)	(1)	-	(40)
<b>Informations concernant le bilan</b>						
Écarts d'acquisitions nets	2 670	5 381	1 459	412	193	10 115
Immobilisations incorporelles nettes	169	1 288	2	13	1	1 473
Immobilisations corporelles nettes	311	243	46	17	9	626
Autres actifs financiers	109	33	30	5	1	178
<b>Informations concernant le tableau des flux de trésorerie</b>						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(28)	(32)	(10)	(2)	(1)	(73)
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	(3)	1	-	-	-	(2)
Acquisitions de filiales	(24)	(77)	(26)	(2)	-	(129)

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

## Note 17 Plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions et plans d'actions gratuites de Publicis Groupe SA

Deux types de plans d'actions gratuites ont été mis en place au cours du premier semestre 2017, avec les caractéristiques suivantes :

- Plan d'*incentive* à long terme dit « LTIP 2017 » (mai 2017)

Dans le cadre de ce plan, un certain nombre de dirigeants du Groupe se sont vu attribuer des actions gratuites, sous une double condition. Tout d'abord, les actions sont soumises à une condition de présence, pendant la période d'acquisition des droits de trois ans. Ensuite, les actions gratuites sont soumises à des critères de performance, de telle sorte que le nombre total d'actions livrées dépendra du niveau d'atteinte d'objectifs de croissance et de rentabilité de l'année 2017. L'attribution, effectuée en mai 2017, deviendra effective en mai 2020.

- Plan d'*incentive* à long terme dit « Plan Sapient 2017 » (juin 2017)

Conformément aux accords conclus lors de l'acquisition de Sapient et à titre transitoire pour les années 2015 à 2017, il a été mis en place au titre de l'année 2017, parallèlement au LTIP 2017 qui ne concerne que les salariés du Groupe à l'exclusion de ceux de Publicis.Sapient, deux plans spécifiques au bénéfice des seuls dirigeants et salariés de Publicis.Sapient. Le premier plan est soumis à la seule condition de présence, et donne lieu à la livraison d'un quart des actions attribuées aux dates anniversaire des quatre premières années du plan (soit juin 2017, 2018, 2019 et 2020). Le second plan est soumis, en plus de la condition de présence, à des conditions de performance, de telle sorte que le nombre total d'actions livrées dépendra du niveau d'atteinte d'objectifs pour les années 2017, 2018 et 2019. Les actions finalement attribuées en fonction du niveau d'atteinte de ces performances seront livrables à l'issue d'une période de trois ans, soit en juin 2020.

Par ailleurs, en 2017, il a été procédé à la mesure de la performance des plans suivants :

- LTIP 2016 : le taux d'atteinte des objectifs de performance constaté pour l'année 2016 est de 50 % ;
- Plans Sapient 2015 et 2016 : les objectifs fixés pour 2016 n'ont pas été atteints ;
- Plan Lionlead3 2016-2018 : les objectifs fixés pour l'année 2016 ont été atteints à 75 %.



## Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis Groupe à l'origine

## Caractéristiques des plans de stock-options Publicis Groupe en cours au 30 juin 2017

Plans	Type <sup>(1)</sup>	Date d'attribution	Prix d'exercice des options (en euros)	Options restant à lever au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	Options annulées, prescrites ou transférées <sup>(2)</sup> au 1 <sup>er</sup> semestre 2017	Options exercées au 1 <sup>er</sup> semestre 2017	Options restant à lever au 30 juin 2017	Dont exerçables au 30 juin 2017	Date limite de levée	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
23 <sup>e</sup> tranche LTIP 2006-2008	A	24/08/2007	31,31	111 419	-	(17 691)	93 728	93 728	24/08/2017	0,15
Co-investissement 2013 France – options	A	30/04/2013	52,76	323 371	-	(39 358)	284 013	284 013	30/04/2023	5,84
Co-investissement 2013 Hors France – options	A	30/04/2013	52,76	1 790 362	(40 908)	(444 858)	1 304 596	1 304 596	30/04/2023	5,84
<b>TOTAL DES TRANCHES</b>				<b>2 225 152</b>	<b>(40 908)</b>	<b>(501 907)</b>	<b>1 682 337</b>	<b>1 682 337</b>		

(1) A = options d'achat d'actions – S = options de souscription d'actions.

(2) Il s'agit le cas échéant de transferts entre les plans France et étranger liés à la mobilité géographique des bénéficiaires.

Mouvements sur plans de stock-options Publicis Groupe au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2017

	1 <sup>er</sup> semestre 2017	
	Nombre d'options	Prix moyen d'exercice (en euros)
Options au 1 <sup>er</sup> janvier	2 225 152	51,69
Options exercées <sup>(1)</sup>	(501 907)	52,00
Options annulées ou prescrites	(40 908)	52,76
<b>OPTIONS AU 30 JUIN 2017</b>	<b>1 682 337</b>	<b>51,56</b>
Dont exerçables	1 682 337	51,56
		64,96

(1) Cours moyen de levée des options (en euros).



## Plans d'actions gratuites Publicis Groupe à l'origine

## Caractéristiques des plans d'actions gratuites Publicis Groupe en cours au 30 juin 2017

Plans	Date d'attribution initiale	Attributions au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 (ou si postérieure : date d'attribution)	Actions annulées, prescrites ou transférées <sup>(1)</sup> au 1 <sup>er</sup> semestre 2017	Actions ayant fait l'objet d'une attribution définitive au 1 <sup>er</sup> semestre 2017 <sup>(3)</sup>	Actions restant à attribuer au 30 juin 2017	Date d'attribution définitive <sup>(2)</sup>	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
Plan 50 actions gratuites 2013 – 26 pays	01/02/2013	116 400	(2 125)	(114 275)	-	01/02/2017	-
Plan LTIP 2013 – Hors France	16/04/2013	252 990	(34 796)	(218 194)	-	16/04/2017	-
Plan LTIP 2013-2015 (membres du Directoire Hors France)	17/06/2013	18 632	-	(18 632)	-	17/06/2017	-
Plan de co-investissement 2013 Hors France – Actions	30/04/2013	504 118	1 365	(505 483)	-	30/04/2017	-
Plan LTIP 2014 – France	20/03/2014	34 781	(2 300)	(32 481)	-	20/03/2017	-
Plan LTIP 2014 – Hors France	20/03/2014	229 325	(1 737)	-	227 588	20/03/2018	0,72
Plan LTIP 2015 – France	17/04/2015	36 182	350	-	36 532	17/04/2018	0,80
Plan LTIP 2015 – Hors France	17/04/2015	247 201	(10 390)	-	236 811	17/04/2019	1,80
Plan Sapient 2015 (4 ans)	17/04/2015	277 452	(20 588)	(82 332)	174 532	2016 à 2019	1,80
Plan Sapient 2015 (3 ans)	17/04/2015	42 665	(17 065)	(5 628)	19 972	17/04/2018	0,80
Plan LTIP 2016	23/06/2016	745 600	(375 675)	-	369 925	23/06/2019	1,98
Plan LTIP 2016-2018 Directoire & Directoire +	23/06/2016	120 000	-	-	120 000	23/06/2019	1,98
Plan LionLead3 2016-2018 – France	16/06/2016	509 652	69 498	-	579 150	16/06/2019	1,96
Plan LionLead3 2016-2018 – International	16/06/2016	3 239 379	(69 498)	(293 436)	2 876 445	16/06/2020	2,96
Plan LionLead3 2016-2018 – Directoire & Directoire+	16/06/2016	833 976	(173 745)	-	660 231	23/06/2019	1,98
Plan Sapient 2016 (4 ans)	15/04/2016	381 342	(13 294)	(101 259)	266 789	2017 à 2020	2,79
Plan Sapient 2016 (3 ans)	15/04/2016	61 262	-	(20 420)	40 842	15/04/2019	1,79
Plan LTIP 2017	18/05/2017	678 450	-	-	678 450	18/05/2020	2,88
Plan Sapient 2017 (4 ans)	15/06/2017	240 048	-	-	240 048	2018 à 2021	3,96
Plan Sapient 2017 (3 ans)	15/06/2017	287 952	-	-	287 952	15/06/2020	2,96
<b>TOTAL DES PLANS D' ACTIONS GRATUITES</b>		<b>8 857 407</b>	<b>(650 000)</b>	<b>(1 392 140)</b>	<b>6 815 267</b>		

(1) Il s'agit le cas échéant de transferts entre les plans France et étranger liés à la mobilité géographique des bénéficiaires.

(2) Plans attribués avant 2016 : les bénéficiaires français doivent respecter une période d'indisponibilité supplémentaire de deux ans après l'attribution définitive.

(3) Dans des cas exceptionnels, prévus dans les règlements de plans, il peut être procédé à des livraisons d'actions avant la fin de la période d'acquisition.

L'attribution des actions gratuites dans le cadre des plans ci-dessus est liée à une condition de présence pendant toute la période d'acquisition. L'attribution est également soumise à des conditions de performance hors marché pour les plans LTIP 2012 à 2017, pour le plan de co-investissement 2013 en ce qui concerne les seuls membres du Directoire, pour les plans Sapient 2015 à 2017 dont la période d'acquisition est de 3 ans, et enfin pour le plan LionLead3.

Mouvements sur plans d'actions gratuites Publicis Groupe au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2017

	1 <sup>er</sup> semestre 2017
Attributions provisoires au 1 <sup>er</sup> janvier	7 650 957
Attributions provisoires du 1 <sup>er</sup> semestre	1 206 450
Attributions définitives (livraison)	(1 392 140)
Attributions devenues caduques	(650 000)
<b>ATTRIBUTIONS PROVISOIRES AU 30 JUIN 2017</b>	<b>6 815 267</b>





## Détermination de la juste valeur des actions gratuites Publicis Groupe attribuées au cours du premier semestre 2017

Actions gratuites	LTIP 2017 <sup>(1)</sup>	Sapient 2017 (4 ans)	Sapient 2017 (3 ans) <sup>(2)</sup>
Date du Directoire	18/05/2017	15/06/2017	15/06/2017
Nombre d'actions attribuées à l'origine	678 450	240 048	287 952
Valorisation initiale de l'action attribuée (moyenne pondérée, en euros)	59,38	61,48	60,36
<b>Hypothèses :</b>			
Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	65,50	67,10	67,10
Période d'acquisition (en années)	3	4	3

(1) Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour l'année 2017.

(2) Actions conditionnelles soumises à la réalisation d'objectifs fixés pour les années 2017, 2018 et 2019.

## Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions et plans d'actions gratuites sur le résultat

Au total, l'impact sur le compte de résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2017 de ces plans s'élève à 28 millions d'euros hors impôt et charges sociales contre 19 millions d'euros pour le 1<sup>er</sup> semestre 2016.

Pour ce qui est des plans d'actions attribuées sous condition de performance et dont les performances n'ont pas encore pu être mesurées de façon définitive au 30 juin 2017, la probabilité d'atteinte des objectifs, fixés au titre de l'année 2017, retenue pour le premier semestre 2017 est la suivante :

- Plan LTIP 2017 : 50 % ;
- Plan LTIP 2016-2018 (Directoire & « Directoire + ») : 100 % ;
- Plan LionLead3 2016-2018 (Hors Directoire & « Directoire + ») : 75 % ;
- Plan LionLead3 2016-2018 (Directoire & « Directoire + ») : 100 % ;
- Plans Sapient 2015, 2016 et 2017 (performance 3 ans) : 100 %.

## Note 18 Informations relatives aux parties liées

Néant.

## Note 19 Événements postérieurs à la clôture

Néant.





# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2017

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Publicis Groupe, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 20 juillet 2017

Les commissaires aux comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Philippe Castagnac

Ariane Mignon

Vincent de La Bachelerie

Valérie Desclève



# 4

---



## ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT

J'atteste, en ma qualité de Président du Directoire de Publicis Groupe, qu'à ma connaissance les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé arrêtés au 30 juin 2017 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation de Publicis Groupe et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

*Arthur Sadoun*

*Président du Directoire de Publicis Groupe*





**Publicis Groupe SA**

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 92 247 658 euros

Siège social : 133, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris - 542 080 601 RCS Paris

